



**APPEL À LA MOBILISATION
POUR LE
19 MARS
A RENNES, RASSEMBLEMENT
au métro, place de la Gare à 11 h 30**

SORTIR DE LA CRISE



FORUM DE L'AUTOMOBILE

Le 28 mars au Pôle Sud
à Chartres-de-Bretagne

DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
À L'INDUSTRIE,
DE L'USINE À L'OUVRIER.

AGIR LOCALEMENT

sommaire

Vie fédérale. Présence du Parti dans les Pays :	page 2
Sortir de la crise dans le secteur automobile :	page 3
Edito :	page 3
Dossier : Agir localement contre la crise :	pp 4 et 5
Le Billet. La page du MJS :	page 6
Secteur automobile, quel avenir ? :	page 7
Vu et entendu :	page 7
Questions à Sylvie Robert :	page 8
À lire, Louïse et Louis Chopier :	page 8

Présence du Parti dans les pays



Inauguration du local à Fougères

Le Bureau Fédéral a entrepris une tournée des pays d'Ille-et-Vilaine. C'est, chaque fois, l'occasion d'une conférence de presse pour présenter la nouvelle direction fédérale, ses axes de travail et l'activité du parti sur le territoire concerné.

Le 23 janvier, Jeannine Davy, au nom de la section de Fougères, accueillait le Bureau Fédéral pour un moment exceptionnel. La section inaugurait son «point rencontre», en présence de Jean-Louis Tourenne, président du Conseil général. Les militants y tiendront une permanence, en centre-ville, le samedi matin de 10 h 30 à 12 h 30, pour être à l'écoute des Fougérais et habitants des environs.

Après l'inauguration et la conférence de presse, un buffet convivial a réuni le Bureau Fédéral et les adhérents présents, avant le Conseil Fédéral, consacré à l'analyse de la crise, qui a réuni une cinquantaine de personnes.

Le 20 février, c'était au tour de Marie Perrin, la secrétaire de la section malouine, entourée des secrétaires de section du Pays de Saint-Malo, de Jacky Le Menn, sénateur, et d'Isabelle Thomas, Conseillère régionale, d'accueillir le Bureau Fédéral au local de la section. La conférence de presse a permis de mettre l'accent sur l'action des socialistes dans l'opposition municipale à Saint-Malo et sur le dynamisme des sections du Pays malouin :

- Une réunion inter-sections le 29 mars à la mairie du Vivier suivie d'un repas convivial.
- Une réunion publique sur la crise, le 6 avril, à 20 h 30 au Théâtre Bouvet avec notre camarade Liêm Hoang Gnoc, économiste, Secrétaire national adjoint chargé de l'Economie.
- Une porte ouverte le 9 mai et un banquet républicain le 10 mai.

Enfin, c'est la section de Redon et son secrétaire François Gérard qui ont accueilli le Bureau Fédéral et le Conseil Fédéral le 27 février.

Jean-François Picaut et Sylvie Lefranc



La réunion à Saint-Malo



Le Conseil Fédéral à Redon

Le Bureau Fédéral à l'écoute des syndicats

Dans le cadre de sa réflexion sur la crise dans l'automobile, le Bureau Fédéral a souhaité entendre des représentants syndicaux du secteur. Les syndicats qui ont répondu à l'appel ont été reçus le 22 janvier au local fédéral. L'occasion d'un échange de points de vue très enrichissant.

Le Délégué Fédéral aux Entreprises, Patrick Leborgne, a reçu le 5 mars l'inter-syndicale santé-social lors de leur manifestation contre le projet Bachelot.



Sous les projecteurs

SORTIR DE LA CRISE DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

La crise de l'industrie automobile touche notre région brutalement. En Bretagne, c'est environ 25 000 emplois industriels qui sont concernés et des centaines d'entreprises. L'industrie automobile fait face à la fois à une chute de ses commandes depuis la fin de l'année 2008 qui se poursuit depuis le début 2009 et à la fois face à des changements structurels. La prise en compte de l'écologie, le début de la rareté du pétrole, les nouveaux besoins de mobilité sont autant de nouveaux défis que nos constructeurs ne semblent pas avoir anticipés. Le forum automobile que notre Fédération organise se veut un moment d'échanges sur cette crise et ce que nous pouvons faire pour apporter des réponses. Nous avons invité des représentants syndicaux, des chefs d'entreprises, des élus pour pouvoir débattre le plus largement possible.

Micaël Fischer

Secrétaire Fédéral à l'Economie

FORUM SUR L'AUTOMOBILE

28 mars 2009 Pôle-Sud, à Chartres-de-Bretagne
de 9 heures à 13 heures
**«DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE À L'INDUSTRIE,
DE L'USINE À L'OUVRIER»**

PROGRAMME DE LA MATINÉE FILIÈRE AUTOMOBILE

Accueil du maire de Chartres-de-Bretagne, Philippe Bonnin
Introduction du Premier Secrétaire Fédéral, Frédéric Bourcier

Table ronde 1 : LA SITUATION ACTUELLE

Animateur : Parti Socialiste Ille-et-Vilaine.

— Causes de la crise de la filière automobile avec un universitaire, économiste : évolution conjoncturelle, structurelle, crise du capitalisme...

— Conséquence pour les entreprises sous-traitantes avec un dirigeant d'entreprise : illustrer les relations verticales de la filière...

— Les conséquences sur les salariés et leur besoins, avec des intervenants syndicaux.

Débat avec la salle

Table ronde 2 : QUELLES RÉPONSES À CETTE CRISE ?

Animateur : Parti Socialiste Ille-et-Vilaine.

— Les réponses de Nicolas Sarkozy et l'absence de critique du capitalisme : élu socialiste.

— Les propositions du Parti Socialiste.

— Les réponses des collectivités, les contraintes auxquelles elles font face : élus et représentants syndicaux.

Débat avec la salle

Synthèse des travaux par Micaël Fischer, Secrétaire Fédéral à l'Economie.

Conclusion par Martine Aubry ou son représentant national.

Edito



Par

Frédéric BOURCIER,

Premier Secrétaire Fédéral

CRISE AUTOMOBILE : RENDEZ-VOUS AVEC LES SOCIALISTES LE 28 MARS PROCHAIN.

Les socialistes d'Ille-et-Vilaine ne pouvaient que se pencher sérieusement sur la crise automobile, sur ses causes et aussi sur ses conséquences sur nos territoires. Nous le ferons à travers une manifestation publique le 28 mars 2009 prochain.

On insiste à tort sur les aspects conjoncturels de la crise du secteur. Cette crise est d'abord structurelle et appelle au moins à une évolution du modèle économique du secteur automobile si ce n'est à une évolution du concept même de l'automobile comme outil central des déplacements dans un monde urbanisé.

En France, la moyenne d'âge des acheteurs de véhicules neufs est de 54 ans. C'est dire que nous avons touché les limites de la solvabilité des utilisateurs dans le modèle actuel et sans doute aussi les limites de l'adhésion des nouvelles générations pour un produit qui ne correspond pas à leurs besoins et à leur envie.

C'est donc par l'innovation que les constructeurs actuels s'en sortiront sinon ils laisseront la place à d'autres. Tant qu'ils en restent à «la solution japonaise» qui consiste à optimiser le modèle économique par la réduction des coûts, au-delà de la casse sociale qu'elle engendre, ils ne font en fait que creuser leur propre tombe.

L'avenir passe par la voiture propre, c'est une évidence écologique, économique et sociétal. C'est le défi. Pour y répondre, il faut mettre sur la table la question de la stratégie industrielle, de la formation professionnelle, de la recherche et du développement. C'est ce que nous ferons aux côtés des salariés et des collectivités locales ce 28 mars.



Soutenir l'emploi industriel

La crise économique frappe très durement les activités industrielles et particulièrement l'industrie automobile. L'Ille-et-Vilaine est très concernée puisque environ 20 000 salariés travaillent pour l'automobile. Outre l'aspect conjoncturel qui produit un chômage partiel massif, chacun voit bien qu'il s'agit d'une mutation profonde de cette industrie qui n'a ni suffisamment anticipé les évolutions du marché, ni investi en recherche développement pour inventer la voiture du XXI^e siècle.

Ce sont encore une fois les salariés qui font les frais de cette imprévision et de cette crise. Il faut les soutenir et travailler aux diversifications industrielles.

Les nouvelles aides proposées par le gouvernement sont injustes dans leur répartition : 95% de l'enveloppe pour les deux grands constructeurs, 5% pour les sous-traitants. De plus ces aides sont accordées sans véritable contrepartie : si elles imposent aux constructeurs de maintenir leurs sites, elles ne garantissent pas du tout un volume d'emplois sur l'ensemble de la filière ; les dernières annonces de PSA montrent que l'on va vers une réduction massive du nombre de salariés.

Ces aides ne sont pas non plus suffisamment conditionnées au renforcement de la recherche et de l'innovation. Le Président de la République fait part de son «souhait» de mieux répartir les profits entre «intéressement des salariés», investissements et distribution de dividendes, mais au-delà des souhaits, aucune mesure ne contraint les bénéficiaires de l'aide publique à respecter cet équilibre.

Outre le refus de la droite d'ouvrir le débat sur le pouvoir d'achat, chacun voit bien qu'il manque un volet essentiel au plan gouvernemental en matière de soutien aux salariés et aux chômeurs. La pression citoyenne, syndicale et politique doit s'amplifier pour peser sur les négociations ouvertes le 18 février.

Jean-René MARSAC
Député d'Ille-et-Vilaine
16 février

AGIR LOCALEMENT CONTRE LA CRISE



La Région Bretagne face à la crise

Après avoir pris des premières mesures d'urgence en octobre dernier alors que la crise financière commençait à déferler sur l'Europe, le Conseil régional de Bretagne est allé beaucoup plus loin lors de sa dernière session en décembre.

Jean-Yves Le Drian a proposé un amendement au budget 2009 de 13 millions d'euros.

Face à la crise économique nationale et internationale qui touche maintenant la Bretagne (automobile, bâtiment, tic, agroalimentaire...), ces nouvelles mesures permettront de :

- **Accélérer le lancement de chantiers importants sur tout le territoire** (bâtiment du Fonds régional d'art contemporain, logements sociaux économes en énergie, travaux des lycées, campus numérique...);
- **Soutenir les investissements des entreprises** (aides pour faciliter l'accès des PME aux crédits, mesures d'accompagnement de la R & D et de l'innovation pour maintenir leur compétitivité...);
- **Mobiliser la formation professionnelle** pour accélérer les reclassements face aux plans de sauvegarde dans de nombreux secteurs de l'économie bretonne (aide à l'élaboration de projets professionnels, formations qualifiantes dans les métiers en tension...).

Micaël Fischer

RENNES BOOSTE SES INVESTISSEMENTS POUR SOUTENIR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



12 millions d'euros, c'est le montant du coup de pouce supplémentaire que la Ville de Rennes entend mettre à profit en 2009 pour développer ses infrastructures. Au total, 86 millions d'euros seront ainsi investis dans l'économie locale cette année contre 72 millions initialement prévus. Pour l'équipe municipale, les collectivités doivent en effet faire valoir leur rôle contra-cyclique en période de crise. Déjà grippés par la chute de la demande privée, de nombreux secteurs de l'économie ne vont pouvoir s'appuyer que sur la commande publique. C'est notamment le cas de la filière du bâtiment et des travaux publics.

Les sommes débloquées vont ainsi permettre essentiellement d'accélérer de gros chantiers en cours (finalisation de la trémie Claude-Bernard) ou d'en initier de nouveaux (réalisation de l'Espace Social Commun Champs-Manceaux), notamment en matière d'aménagements et de cadre de vie, dans le centre et dans les quartiers. Se faisant, la Ville de Rennes apporte ainsi un soutien important à l'activité économique locale tout en améliorant les services publics et la qualité de vie des Rennais. Ainsi, malgré la crise, la municipalité entend continuer à développer Rennes pour en faire une ville attractive et dynamique, pour ses habitants et pour les entreprises.

Ronan Quentel

L'AGGLOMÉRATION AU CHEVET DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Durement touché par la crise, le secteur automobile est l'objet de toutes les attentions. Il faut dire que cette filière représente plus de 25 000 emplois en Bretagne dont une part conséquente sur le territoire rennais où se situe l'usine PSA. Ce secteur est donc depuis de nombreuses années au cœur de la politique de développement économique de Rennes Métropole. Avec un double enjeu : préparer l'industrie automobile de demain et conserver les savoir-faire et l'emploi.

La voiture de demain précisément, la filière automobile en Bretagne y réfléchit depuis déjà quelques années. En lien avec le pôle de compétitivité automobile et aux côtés du Conseil Régional de Bretagne et de l'ensemble des acteurs économiques de la filière, Rennes Métropole participe à la définition et aux choix stratégiques d'adaptation et de diversification de la filière véhicules. L'agglomération



intervient ainsi à la fois pour accompagner les entreprises du secteur, en rapprochant industriels et chercheurs par exemple, mais aussi en initiant des stratégies communes d'innovation pour l'ensemble de la filière. L'innovation et la recherche sont en effet

des clés de l'automobile de demain, comme le montre la part grandissante de l'électronique embarquée dans la valeur des véhicules.

Autre priorité, celle de l'emploi des salariés du secteur automobile qui se retrouvent au chômage. La Maison de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation (MEIF), présidée par Rennes Métropole et qui fédère l'ensemble des partenaires pour l'emploi, intervient ainsi en menant une politique spécifique pour la réinsertion et l'accompagnement de ces salariés dont chacun s'accorde à reconnaître le savoir-faire. Une plate-forme de gestion des emplois et des compétences devra permettre que celles-ci soient mises à profit au sein d'autres entreprises du bassin rennais ; c'est l'une des priorités

Ronan Quentel



Les mesures prises par le Département pour faire face à la crise

Lors de la session extraordinaire, confirmée par les inscriptions budgétaires, le Président du Conseil général, Jean-Louis Tourenne, a proposé à l'assemblée qui l'a adopté, un plan en 3 volets pour faire face à la crise et retrouver rapidement croissance et niveau d'emploi enviable.

- La baisse des dépenses de fonctionnement est programmée même si le Département est déjà très rigoureux dans ses dépenses (660 euros par habitant contre 780 en moyenne nationale).

- L'économie est soutenue et les ménages fragilisés sont accompagnés.

Côté entreprises : 253 millions d'euros dédiés à l'investissement, soutien aux travaux publics et au bâtiment, délais de paiement ramenés à 30 jours, augmentation de l'avance sur les chantiers de 5 à 15%... L'Agence de Développement économique d'Ille-et-Vilaine participe à la revitalisation industrielle dans les bassins d'emplois en crise.

Quant aux citoyens les plus touchés, ils bénéficieront des politiques d'égalité des chances et de solidarité : accroissement de 6% des crédits affectés au RMI puis au RSA, majoration de 8,5% des aides aux personnes âgées et handicapées, augmentation de 100 000 euros du FSL, soutien aux accédants à la propriété en difficulté, abattement spécial à la base pour les ménages modestes...

- Le troisième axe, consacré à la promotion d'un autre modèle de développement, se traduit par des actions en faveur de l'innovation, la recherche, le développement d'un cluster en éco-activités, l'économie sociale et solidaire, l'éducation, l'insertion économique...

Ces orientations permettront d'atténuer les effets de la crise et d'anticiper l'avenir.

Martial Gloanec

Cher(e)s camarades,

Comme après chaque Congrès, la répartition des fonctions évolue. Sur proposition du Premier Fédéral, le Conseil Fédéral du 9 décembre dernier m'a confié la responsabilité de la communication externe et donc de *L'Unité 35*.

Depuis quelques années, notre journal fédéral a commencé sa rénovation, notamment sous l'impulsion de Marine Clabé, à qui je succède et qui s'est beaucoup investie dans cette tâche. Cette rénovation se poursuivra. Trois directions me paraissent s'imposer : mettre l'accent sur la vie concrète du Parti, centrer notre propos sur le local et privilégier la communication en direction de nos sympathisants, qui sont nos lecteurs les plus nombreux. De plus, aucun de nos efforts n'aura de sens si nous ne respectons pas une parution mensuelle régulière sur 10 numéros annuels.

Quant à *L'Unité 35* électronique, ce «journal en ligne des socialistes d'Ille-et-Vilaine», elle doit affirmer sa place, sans supplanter notre mensuel dans sa version papier. Les deux sont complémentaires par leur contenu et leur lectorat. Mon objectif est de faire évoluer progressivement la formule pour en faire un magazine plus réactif, de façon à compenser l'absence de réactivité liée à la parution mensuelle de *L'Unité 35* papier.

Le site du PS 35, créé et animé par Jean-Pierre Leborgne, est appelé à évoluer dans les prochains mois mais il restera le site officiel et la vitrine du Parti dans notre département.

La vitalité de ces trois modes de communication dépend aussi de votre implication pour nous faire connaître ce qui se passe sur votre territoire. Je compte sur votre contribution.

Jean-François PICAUT,

Secrétaire Fédéral à la Communication Externe,
Responsable de la rédaction de *L'Unité 35*.

La Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine a apporté son soutien aux travailleurs et à la population mobilisée des DOM-TOM, et de la Guadeloupe plus particulièrement.

GWÉNAËL STEPHAN, NOUVEAU COORDINATEUR RÉGIONAL



Gwénaél Stephan (au centre) lors de la manifestation étudiante du 5 Février 2009 - (photo Thomas Joubert)

Le Mouvement des Jeunes Socialistes agit sur les territoires à différents niveaux : local, fédéral, national. En plus de ces échelons, il existe une quatrième instance : le CCR (comité de coordination régional). Son but est avant tout de permettre l'échange d'expériences et d'informations entre fédérations d'une même région et l'organisation d'actions en commun (journées de formation, manifestation, débat sur l'actualité politique régionale). Gwénaél Stephan, ancien animateur fédéral du MJS 35, a été élu le 20 Février dernier responsable de cette structure. Lors de la réunion qui a donné lieu à cette élection, Gwénaél a rappelé l'importance du CCR, notamment en perspective des différentes échéances électorales. En effet, le CCR doit permettre aux jeunes socialistes d'être efficaces en termes de militantisme pour les prochaines élections européennes. Cela passera, entre autres, par la mise en place de formations sur l'Europe. En vue des élections régionales, l'action du coordinateur régional est également déterminante, particulièrement pour ce qui concerne l'élaboration de propositions par les jeunes socialistes, celui-ci siégeant de droit au BREIS (le Bureau régional d'étude et d'information socialiste). Le MJS 35 se félicite de cette élection et souhaite à Gwen beaucoup de bonheur socialiste et militant dans ses nouvelles fonctions.

Fanny Panhaleux

À vos agendas

Edmond Hervé, Virginie Klès et Jacky Le Menn, sénateurs d'Ille-et-Vilaine, organisent trois réunions-débats dans le département à destination des élus, des militants PS et de toutes les personnes intéressées :

Vendredi 13 mars, à 20 h 30, à Pacé, Salle Grange du Logis (chemin de la Métairie - Pacé).

Vendredi 20 mars, 20 h 30, à Pleine-Fougères, Salle Serge-Gas (2B rue de Normandie - Pleine-Fougères).

Jedi 2 avril, à 20 h 30, à Le Sel-de-Bretagne, Salle polyvalente «Ti Ar Men» (6, rue Lamartine - Le Sel-de-Bretagne).

Ces réunions visent à rendre compte des actions engagées au Sénat depuis l'élection et à entendre les préoccupations de chacun.

«Evolution du système des soins hospitaliers»

avec Jean-René Marsac, Jeudi 19 mars, à 20 h 30, salle du Clos-Loisel, à Bain-de-Bretagne.

«Prise en charge des personnes âgées»

avec Jean-René Marsac, Jeudi 9 avril, à 20 h 30, salle Polyvalente, à Maxent.

«Le Printemps des Libertés» pour la défense des collectivités locales et des droits de l'opposition.

le dimanche 22 mars au Zénith à Paris.

SECTEUR AUTOMOBILE QUEL AVENIR ?



Dominique Mignot



Jean-Marie Lion

Entretien avec **Dominique Mignot**,

**Docteur en sciences économiques,
expert en Economie des Transports**

La crise actuelle dans le secteur de l'automobile vous paraît-elle conjoncturelle ou structurelle et destinée à durer ?

La voiture, c'est 83% du transport intérieur de voyageurs en France, en 2007, mais des évolutions récentes indiquent des changements dans son utilisation.

Les trafics de voyageurs stagnent depuis 2003. La consommation de carburant diminue depuis 2002. La circulation sur les routes départementales et en secteur urbain stagne ou baisse, le trafic ferroviaire régional double en 15 ans et celui des transports publics urbains augmente.

Si un effet coût est réel, selon certaines recherches, l'évolution de la circulation automobile en fonction du revenu est moins forte dans les zones les plus denses et, quand il s'agit de mobilité quotidienne, l'effet revenu n'est pas discriminant dès lors que l'accès à la voiture est assuré.

La pérennité de ce retournement de tendance n'est pas confirmée, mais il est sûr que les politiques locales de transports collectifs ne sont pas inefficaces et contribuent à un aménagement durable de ces territoires.

Au-delà de la conjoncture (coût du pétrole et crise économique), il semble y avoir un effet structurel pour un usage moindre de la voiture, au profit des transports en commun, dans les déplacements du quotidien.

Quel vous paraît être le modèle le plus probable d'évolution de ce secteur ?

L'usage de la voiture tend à baisser mais pas les acquisitions de voitures : posséder une

voiture et l'utiliser moins ou mieux ne sont pas contradictoires.

Cette évolution structurelle conduit à une demande de véhicules «plus propres» qui nécessite une adaptation radicale du secteur automobile.

Deux grands marchés apparaissent. Les «grandes flottes» de proximité (collectivités, EDF, La Poste...) adoptent déjà le véhicule électrique ; il reste à passer au grand nombre. Pour celui des ménages, les véhicules «hybrides» sont aujourd'hui mieux positionnés. Les modèles actuels ou annoncés sont de moyenne ou haute gamme. Or, il y a peu d'inégalités en matière de mobilité quotidienne dès que les individus ont accès à la voiture particulière. Ainsi, n'y aurait-il pas un marché important pour des véhicules «hybrides» à bon marché ?

Quel(s) type(s) d'action faudrait-il que l'État et les collectivités mettent en place pour sauvegarder l'emploi industriel là où le secteur automobile occupe une place importante ?

Cette question redoutable dépasse le secteur automobile. Je ne crois pas que l'État et les collectivités aient à intervenir directement pour soutenir une activité en difficulté. Ces aides sont souvent sans grand effet sur l'emploi à moyen et long termes.

C'est dans l'accompagnement que les politiques publiques ont un rôle important à jouer, en termes de formation et d'aide à la recherche et à l'innovation, de politiques d'aménagement de qualité, de développement de services publics de proximité, etc. permettant également d'attirer d'autres activités économiques et de diversifier le tissu économique.

Propos recueillis par **Jean-Marie Lion**

Vu/Entendu

Les sections se mobilisent pour faire connaître le plan de relance socialiste

Ainsi, les sections Rennes-Centre Jean-Jaurès, Rennes-Nord Willy-Brandt, et Rennes-Sud-Ouest Salvador Allende, ont organisé des distributions de tracts sur le marché des Lices à la sortie du métro Sainte-Anne et place de la Mairie, le samedi 14 février. L'opération s'est répétée au Centre Commercial Beaugard, le lundi 16 février, et au Centre Commercial de la Bellangerais ainsi qu'à la sortie de métro Anatole-France, le mercredi 18 février. Parallèlement un collage d'affiches était réalisé sur tout le territoire de la section Willy-Brant.

Pour populariser le plan de relance du PS, la section de Mordelles était présente sur le marché le 27 février, celle de Rennes Centre-Sud à Sainte-Thérèse le 25 février et celle de Plélan-le-Grand le 1^{er} mars.

Pour sa part, la section de Saint-Malo a été présente sur les marchés de Paramé, Saint-Servan et Rocabey les 18, 20 et 21 février. Les sections de Saint-Malo, Dinard / La Richardais, Dol-de-Bretagne et Cancale ont assuré une diffusion sur leurs marchés respectifs le 28 février.

APPEL À LA MOBILISATION

pour le

19 MARS

La Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine soutient la mobilisation interprofessionnelle du 19 mars pour défendre l'emploi public et privé, le pouvoir d'achat, la protection sociale, des services publics de qualité et lutter contre la précarité.

Elle appelle les adhérents et sympathisants socialistes à participer nombreux aux cortèges, sous les couleurs du parti, chaque fois que possible.

**A RENNES, RASSEMBLEMENT
au métro, place de la Gare à 11 h 30**

Sylvie ROBERT

Secrétaire Nationale du Parti Socialiste, Chargée de la Culture

Sylvie, tu es notre nouvelle Secrétaire Nationale à la culture, depuis le Congrès de Reims, - félicitations ! - : quels sont d'après toi les principaux problèmes qui concernent la culture en ce début d'année 2009 ?

Le plus grave, c'est bien l'absence de politique culturelle de l'Etat, la faiblesse de son investissement conceptuel et intellectuel. Si tu ajoutes à cela le mépris du Président de la République pour le secteur, — mépris qui apparaît clairement dans son discours de Nîmes —, et son souhait de dépecer le ministère de la Culture en créant un Conseil de la création artistique, tu auras la réalité de ce que vit le monde de la culture aujourd'hui. Ce qui n'est, d'ailleurs, pas très éloigné de ce que vivent les mondes de la recherche, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, etc. C'est un gouvernement qui ne croit pas en la société de l'intelligence et encore moins à l'intelligence partagée !

Je suppose que tout cela se traduit dans l'évolution des financements.

Evidemment. La baisse continue, depuis plusieurs années, de la part de l'Etat dans les budgets culturels a renforcé une fragilité déjà existante et réelle. Et même si, aujourd'hui, les collectivités assument 80% des financements, le retrait d'un partenaire peut avoir des conséquences dramatiques sur la pérennité d'un projet.

Tous les domaines sont touchés de la même façon ?

Si le spectacle vivant a été à peu près épargné, les arts plastiques, le cinéma et l'audiovisuel, le patrimoine, la lecture publique, entre autres, ont été touchés. La situation de l'action culturelle est également grave et, par voie de conséquence,

celle des associations d'éducation populaire qui ont subi des baisses de subvention très fortes.



Quelles en sont les conséquences pour nos territoires, que tu connais bien, de la Ville à la Région ?

Les conséquences pour les territoires peuvent être dramatiques, surtout pour les plus fragiles qui n'ont pas les moyens de contreba-

lancer les conséquences d'une politique aussi brutale. Ajoute à cela certaines politiques, dans des villes UMP qui ne font pas le choix de la culture, et tu arrives à des situations comme à Morlaix, où il est à craindre que le théâtre ne doive fermer ses portes au printemps prochain. Nos camarades doivent être conscients que cette réalité difficile, générée par la politique gouvernementale, met les collectivités territoriales dans des situations délicates face aux acteurs du monde culturel. Ces derniers leur demandent, par exemple, de compenser le désengagement de l'Etat ou de devenir le chef de file d'un projet même s'ils savent que la stratégie du gouvernement est d'étrangler financièrement les Collectivités territoriales, la suppression annoncée de la Taxe Professionnelle en est le symbole le plus frappant.

Quelles sont les réponses à ces questions, proposées par le PS ou apportées par les collectivités qu'il dirige ?

Affirmer le sens d'une politique culturelle en précisant, en défendant le choix de l'intervention publique est de mon point de vue essentiel, surtout dans le contexte libéral actuel.

Considérer la question culturelle comme un vrai choix de société, en réaffirmant les valeurs qui sous-tendent les choix politiques : la liberté, l'égalité de tous face à l'art et à la culture, la solidarité qui se ma-

«Louise et Louis»

CHOPIER

Ce livre s'adresse à ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale et politique d'Ille-et-Vilaine. Il est le résultat de cahiers et notes rédigés au cours d'une vie de militants. Le lecteur va découvrir ce couple empreint des valeurs humanistes et socialistes nourries par leur engagement à la Jeunesse Agricole Chrétienne. Ils vont poursuivre leurs combats avec cette devise : *vouloir être, vouloir agir, vouloir exister pour les autres*. Les premiers d'entre eux sont de participer aux quatre cents coups des paysans bretons avec les révoltes des choux-fleurs, des pommes de terre et du lait. Au cours des années 50-60, s'ensuivent la création d'un Centre d'études techniques agricoles, la naissance du syndicat CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs), la présidence de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) jusqu'à la Présidence de la Chambre d'Agriculture, conquise en 1964. L'engagement syndical conduit à la politique en adhérant au Parti Socialiste d'Épinay et aux responsabilités importantes : Premier Secrétaire Fédéral du PS (1979-1981), Maire de Saint-Malo, Conseiller Général, Député européen. Au fil des pages, le lecteur va reconnaître nombre de figures qui vont rejoindre ou créer les futures sections socialistes d'Ille-et-Vilaine. Un livre émouvant à lire au regard d'une vie au service des autres.

Jean-Pierre Leborgne

Louise et Louis

19 € + 2 € (frais d'envoi) - éditions Yellow Concept
2, route du Mont-Garrot - 35430 Saint-Suliac

nifeste aussi dans l'aménagement du territoire, le pluralisme et, bien sûr, la laïcité, fondement de notre vivre ensemble. Et, tout simplement, formuler un projet qui s'articule autour d'une vision contemporaine et adaptée aux enjeux d'aujourd'hui, - le numérique en est un bon exemple -, mais un projet toujours soucieux de la place et du rôle que peut, que doit jouer l'artiste dans notre société.

Propos recueillis par
Jean-François PICAUT